

# Directive

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>1 de 12</b>

## Manuel administratif

Sujet

### **CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ**

## 1. DÉFINITIONS

### 1.1. **Avis de qualification**

Un avis publié annuellement dans un système électronique d'appel d'offres SÉAO par lequel le Ministère invite les entrepreneurs intéressés à se manifester pour l'octroi de contrats de fabrication et de pose d'enrobé à tarifs non négociables. Cet avis mentionne, entre autres, les modalités d'inscription et la méthode de calcul.

### 1.2. **Contrat de fabrication et de pose d'enrobé**

Travaux de revêtement, de couche d'usure ou de rapiéçage n'incluant pas de travaux préparatoires (réparation de fondation, élargissement des accotements, etc.) et pas plus de 25 % de travaux connexes, conformément à l'**I.T. [125-8](#)**.

L'ajout de travaux connexes doit être limité aux travaux essentiels à la réalisation d'un contrat de fabrication et de pose d'enrobé et l'unité administrative doit en faire la justification.

#### **Notes : Création d'un numéro de dossier au système de Suivi des informations contractuelles (SIC)**

Le code nature des travaux lors de la création d'un numéro de dossier dans le système SIC doit être 10, peu importe le mode d'adjudication, soit :

- appel d'offres public;
- appel d'offres sur invitation;
- à tarifs non négociables.

#### **Saisie à l'écran « Description des travaux » du système SIC**

Lorsqu'il s'agit d'un contrat à tarifs non négociables :

Dans l'écran « Description des travaux » du système SIC, le champ de saisie « Description longue des travaux », après l'inscription du numéro de dossier, doit obligatoirement débiter par : Contrat de fabrication et de pose d'enrobé à tarifs non négociables.

Exemple : 6703-10-1001 – Contrat de fabrication et de pose d'enrobé à tarifs non négociables sur la route 138, dans la municipalité de Pointe-aux-Manicouagan, circonscription électorale de René-Lévesque. Longueur de 3,65 km.

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>2 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ**

### 1.3. Centrale d'enrobage concurrente

Pour être considérée « concurrente » à une première centrale d'enrobage, une seconde centrale doit, par rapport à la première centrale, être de propriétaire différent, c'est-à-dire n'avoir aucun lien de « parenté » ou de propriété avec la première centrale. La centrale d'enrobage, propriété de la compagnie mère ou d'une filiale, ne peut donc être considérée concurrente. Pour être concurrentes, ces centrales d'enrobage doivent également être opérationnelles, c'est-à-dire avoir produit chacune un minimum de 500 tonnes depuis leur dernier déplacement.

### 1.4 Compensation

Lorsque la décision de ne pas donner suite à un appel d'offres public est prise postérieurement à l'ouverture des soumissions, le soumissionnaire qui aurait été déclaré l'adjudicataire reçoit, à titre de compensation et de règlement final pour les dépenses effectuées :

- un montant de 2 000 \$ pour une soumission dont le montant est de 500 000 \$ ou plus, mais inférieur à 1 000 000 \$;
- un montant de 5 000 \$ pour une soumission dont le montant est de 1 000 000 \$ ou plus.

### 1.5 Montant de l'estimation

À l'exception de ceux exemptés à l'article 4.1, chaque contrat de fabrication et de pose d'enrobé doit être estimé à partir des tarifs non négociables du Ministère. Le montant de l'estimation du contrat est celui qui est le plus bas calculé à partir de chacune des centrales d'enrobage situées près des travaux.

## 2. RESPONSABILITÉS

### 2.1. Unité administrative responsable (UAR)

- 2.1.1. Déterminer, à l'aide de l'Instruction technique « Estimations comparatives, nombre d'estimations à produire » (I.T. [125-13](#)), les contrats de fabrication et de pose d'enrobé à tarifs non négociables.
- 2.1.2. Obtenir l'autorisation du sous-ministre pour adjuger tout contrat à tarifs non négociables dont le coût estimé des travaux est de 100 000 \$ et plus.

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>3 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ**

**2.2. Service de la gestion contractuelle (SGC) \***

- 2.2.1. Conseiller et assister les unités administratives pour toute question touchant l'adjudication et la gestion des contrats de fabrication et de pose d'enrobé.
- 2.2.2. Assurer la mise à jour des entrepreneurs propriétaires d'une centrale d'enrobage certifiée ISO 9001.
- 2.2.3. Assurer le secrétariat du Comité des prix afin de fixer les prix unitaires pour les différentes opérations relatives aux contrats de fabrication et de pose d'enrobé.

**3. RÉFÉRENCES**

« Contrat de travaux de construction et de services de nature technique » (**Directive [2-2-1](#)**).

**4. RÈGLE D'APPLICATION**

Cette directive s'applique à l'octroi de tout contrat de construction visant à la fois la fabrication et la pose d'enrobé dont le montant estimé des travaux est de 5 000 \$ et plus.

Toutefois, cette directive ne s'applique pas en milieu urbanisé et lorsqu'il y a concurrence. Un contrat de construction est considéré en milieu urbanisé lorsque toutes les conditions suivantes se présentent :

- les travaux sont réalisés de nuit;
- les horaires de pose d'enrobé sont restreints en raison de contraintes liées à la gestion de la circulation;
- il y a une telle densité de routes qu'il devient difficile de définir le parcours représentant le coût du transport le plus économique;
- lorsque des contraintes liées à la densité de la circulation entraînent une gestion de la circulation qui implique des coûts de signalisation qui excèdent largement ce qui est prévu aux tarifs du Ministère.

Il y a lieu, lorsque toutes ces conditions sont réunies, de se référer aux procédures établies dans la Directive « Contrat de travaux de construction et de services de nature technique » (**Directive [2-2-1](#)**).

\* Unité administrative responsable de la directive

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>4 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE  
D'ENROBÉ**

## 5. GÉNÉRALITÉS

### 5.1. Informations générales

- Le gouvernement peut, par décret, obliger un Entrepreneur en cours d'exécution d'un contrat ainsi que les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.
- Les services requis et payés par le ministère des Transports avec les deniers publics pour son utilisation propre sont assujettis aux taxes de vente applicables (taxe de vente du Québec (TVQ) et taxe sur les produits et services (TPS) ou, le cas échéant, taxe de vente harmonisée (TVH)). Par conséquent, ces taxes doivent être facturées. Le Ministère doit connaître les numéros de TPS/TVH et de TVQ de l'Entrepreneur au moment de la signature du contrat.

### 5.2. Vérification au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)

L'UA doit, préalablement à la conclusion d'un contrat de travaux de construction à la suite d'un appel d'offres sur invitation, s'assurer, par l'entremise du site Internet du RENA, que le plus bas soumissionnaire conforme ou l'adjudicataire éventuel n'est pas inscrit à ce registre ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

L'UA doit également assurer la même vérification avant d'attribuer un contrat à tarifs non négociables.

Pour ce faire, il suffit de consulter le site Internet du RENA, <http://www.rena.tresor.gouv.qc.ca/rena/> et d'effectuer une recherche avancée par le Numéro d'entreprise du Québec (NEQ).

Le résultat de cette recherche devra être imprimé et déposé au dossier officiel avec le nom de la personne qui a fait la vérification de même que la date de celle-ci.

### 5.3. Vérification de la licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

L'UA doit, préalablement à la conclusion d'un contrat de travaux de construction à la suite d'un appel d'offres sur invitation, s'assurer, par l'entremise du site Internet de la RBQ, <http://www.rbq.gouv.qc.ca> que le plus bas soumissionnaire conforme détient la

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>5 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ**

licence requise à la date fixée pour la réception des soumissions et que celle-ci ne comporte pas de restriction ou de suspension.

L'UA doit également assurer la même vérification avant d'attribuer un contrat à tarifs non négociables.

Pour ce faire, il suffit d'effectuer une impression des *Renseignements sur l'entrepreneur* inscrits au Registre des détenteurs de licence RBQ.

L'impression de cette liste devra être déposée au dossier officiel et le nom de la personne qui fait la vérification de même que la date de cette vérification doivent y être inscrits.

#### **5.4. Attestation de Revenu Québec (ARQ)**

##### **5.4.1 Entrepreneur**

Tout Entrepreneur ayant un établissement au Québec doit, pour conclure avec le Ministre un contrat de travaux de construction dont le montant (marché) est égal ou supérieur à 25 000 \$, détenir une Attestation de Revenu Québec.

- S'il s'agit d'un appel d'offres public ou sur invitation, cette attestation ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions ni après ces date et heure.
- S'il s'agit d'un contrat conclu de gré à gré, cette attestation ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date d'attribution du contrat.

Cette attestation indique que, à ces date et heure de délivrance, l'Entrepreneur a produit les déclarations et les rapports qu'il devrait produire en vertu des lois fiscales et qu'il n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec, notamment lorsque son recouvrement a été légalement suspendu ou lorsque des dispositions ont été convenues avec lui pour en assurer le paiement et qu'il n'est pas en défaut à cet égard.

##### **5.4.2 Groupement d'entreprises**

Lorsqu'un groupement d'entreprises est juridiquement organisé, une seule Attestation de Revenu Québec émise à l'attention de ce groupement devra être fournie. Les sociétés en nom collectif sont considérées comme juridiquement organisées.

Lorsqu'un groupement d'entreprises n'est pas juridiquement organisé, chaque entité composant le groupement doit fournir une Attestation de Revenu Québec. Les sociétés

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>6 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE  
D'ENROBÉ**

en participation sont considérées comme n'étant pas juridiquement organisées. À tout événement, si un tel groupement présentait une seule attestation émise au nom du groupement d'entreprises, elle sera acceptée.

Le présent article ne s'applique pas à l'Entrepreneur qui n'a pas d'Établissement au Québec.

### **5.4.3 Interdiction**

Un Entrepreneur ou un sous-contractant ne peut transmettre une attestation de Revenu Québec qui contient des renseignements faux ou inexacts, produire pour lui-même l'attestation d'un autre Entrepreneur ou d'un autre sous-contractant ou faussement déclarer qu'ils ne détiennent pas l'attestation requise.

Il est interdit d'aider une personne par un acte ou une omission, à contrevenir à ces dispositions par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, de l'amener à y contrevenir.

### **5.4.4 Infraction**

La violation de ces dispositions constitue une infraction dont le ministre du Revenu est chargé de l'application et de l'exécution. Toute infraction est passible d'une amende et doit être signalée à la DCRM, laquelle avisera le ministre du Revenu.

## **5.5. Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**

### **5.5.1 Entrepreneur**

Tout Entrepreneur doit, pour conclure avec le Ministre un contrat de travaux de construction ou de services de nature technique dont le montant (marché) est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement, détenir une Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers.

L'UA doit, préalablement à la conclusion du contrat, s'assurer, par l'entremise du site Internet de l'AMF <http://www.lautorite.qc.ca/fr/registre-lcop-conso.html>, que le plus bas soumissionnaire admissible et conforme détient l'autorisation pour conclure des contrats publics.

L'UA doit effectuer une impression du registre démontrant que l'entreprise est dûment autorisée et conserver la copie de cette impression au dossier officiel.

L'UA qui reçoit copie de cette autorisation par l'entremise de l'entreprise dûment autorisée doit la conserver au dossier officiel.

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>7 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE  
D'ENROBÉ**

À défaut pour le plus bas soumissionnaire d'être autorisé avant la conclusion du contrat, le Ministre rejette la soumission de ce dernier et peut conclure le contrat avec le plus bas soumissionnaire admissible et conforme dûment autorisé suivant.

### **5.5.2 Groupement d'entreprises**

Pour toute Soumission présentée par un groupement d'entreprises, chaque entité composant le groupement doit, individuellement, fournir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers et transmettre une copie de cette autorisation

Pour tout renseignement complémentaire concernant l'autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers, communiquer au 1 877 525-0337 ou visiter le site web de l'AMF : [www.lautorite.qc.ca/fr/](http://www.lautorite.qc.ca/fr/)

## **5.6. Sous-contrat**

### **5.6.1 Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)**

L'Entrepreneur doit, avant de conclure tout sous-contrat requis pour l'exécution du contrat, s'assurer que chacun de ses sous-contractants n'est pas inscrit au RENA ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée. L'Entrepreneur qui fait défaut de respecter cette exigence commet une infraction et est passible d'une amende.

### **5.6.2 Attestation de Revenu Québec**

Conformément au Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics, tout sous-contractant qui conclut avec un Entrepreneur un contrat de travaux de construction dont le montant (marché) est égal ou supérieur à 25 000 \$ doit détenir une Attestation de Revenu Québec.

L'Entrepreneur doit, avant de conclure un contrat avec un sous-contractant, obtenir une copie de son Attestation de Revenu Québec et s'assurer qu'elle n'a pas été délivrée plus de 90 jours avant la date limite fixée pour la réception des Soumissions ni après la date de la conclusion du sous-contrat. Ainsi, pour être valide, l'Attestation de Revenu Québec du sous-contractant doit donc avoir été délivrée à l'intérieur de la plage de temps couvrant 90 jours avant la date limite fixée pour la réception des soumissions de l'Entrepreneur jusqu'à la date de conclusion du contrat entre l'Entrepreneur et le sous-contractant.

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>8 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE  
D'ENROBÉ**

### 5.6.3 Exigences

L'adjudicataire doit transmettre au représentant du Ministre, avant que l'exécution du contrat ne débute, une liste indiquant, le cas échéant, pour chaque sous-contrat visé, les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du principal établissement du sous-contractant;
- le montant et la date du sous-contrat;
- le numéro ainsi que la date de délivrance de l'Attestation de Revenu Québec du sous-contractant.

L'adjudicataire qui, après le début des travaux de construction, contracte avec un sous-contractant dans la cadre de l'exécution du contrat doit en aviser le représentant du Ministre en lui produisant une liste modifiée avant que ne débutent les travaux de construction confiés à ce sous-contractant.

### 5.7. Modes d'adjudication

Pour le choix du mode adjudication, le montant estimé des travaux n'englobe pas les imprévus et variations, le coût des matériaux fournis par le Ministère, les montants pour la conciliation de bitume, l'ajustement pour la fluctuation du prix de l'huile à chauffage et l'ajustement au taux de pose en fonction de la production quotidienne.

#### 5.7.1. Contrat de moins de 25 000 \$

Appel d'offres sur invitation ou contrat de gré à gré auprès de l'entrepreneur dont le coût est le plus bas.

#### 5.7.2. Contrat de 25 000 \$ à 99 999 \$

Si concurrence : Appel d'offres sur invitation auprès de tous les propriétaires de centrale d'enrobage de la région des travaux.

Si absence de concurrence : Contrat de fabrication et de pose d'enrobé à tarifs non négociables auprès de l'entrepreneur dont le coût est le plus bas.

#### 5.7.3. Contrat 100 000 \$ et plus

Règles générales :



Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>9 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE  
D'ENROBÉ**

- Appel d'offres public :  
S'il y a concurrence  
ou  
Si le montant de l'estimation du contrat est supérieur à 1 M\$;
- Contrat à tarifs non négociables s'il n'y a pas de concurrence et que le montant de l'estimation du contrat est inférieur à 1 M\$.

**Détermination de la concurrence**

Il y a concurrence lorsque l'écart des estimations, basées sur les tarifs fixés par le Ministère est inférieur à 15 %, entre la centrale d'enrobage située la plus près des travaux et la centrale d'enrobage concurrente située la plus près des travaux.

**Si concurrence**

Procède par appel d'offres public

Si les résultats de l'appel d'offres public ne correspondent pas au montant de l'estimation du contrat :

Si une seule soumission conforme

Lorsque, à la suite d'un appel d'offres public, il n'y a qu'un seul soumissionnaire conforme, que son prix soumis excède le montant de l'estimation du contrat et que l'écart entre ce prix soumis et le montant de l'estimation excède la compensation définie à l'article 1.4, le contrat doit être offert à ce soumissionnaire, au montant de l'estimation du contrat, tel que défini à l'article 1.5. L'appel d'offres ne doit pas être annulé.

Une demande d'autorisation, pour conclure un contrat à la suite d'un appel d'offres où un seul entrepreneur a présenté une soumission conforme, doit être transmise au sous-ministre. Cette demande d'autorisation doit notamment être accompagnée des documents et renseignements suivants :

- Le formulaire « Autorisation du sous-ministre » visant l'article 39.1 du *Règlement sur les contrats de travaux de construction*, lorsqu'un seul entrepreneur a présenté une soumission conforme.
- Le nombre et le nom des entreprises qui se sont procuré les documents d'appel d'offres;
- Les hypothèses permettant d'expliquer les raisons pour lesquelles une seule soumission conforme a été déposée.

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>10 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE  
D'ENROBÉ**

Si plus d'une soumission conforme

S'il y a plus d'un soumissionnaire et que tous les prix soumis excèdent le montant de l'estimation du contrat, que l'écart entre le prix soumis du plus bas soumissionnaire conforme et le montant de l'estimation excède la compensation prévue à la réglementation, l'appel d'offres public doit être annulé.

Dans ce cas, une demande d'autorisation pour conclure un contrat de fabrication et de poste d'enrobé à tarifs non négociables, accompagnée des documents justificatifs démontrant qu'un second appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public, doit être transmise au sous-ministre, soit :

- Le formulaire « Autorisation du sous-ministre » visant l'article 13, paragraphe 4° de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, soit un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public.

Sous réserve de l'approbation du sous-ministre, le contrat sera alors offert au montant de l'estimation sur la base des tarifs non négociables, à la centrale dont le coût est le plus bas.

Aucun contrat à tarifs non négociables ne peut être adjugé ou exécuté avant que le sous-ministre en ait formellement donné l'autorisation.

Dans le cas d'un refus par écrit par un représentant dûment autorisé de la centrale, dont le coût est le plus bas, d'exécuter le contrat au montant de l'estimation sur la base des tarifs non négociables.

- Offrir le contrat à la centrale ayant le second coût le plus bas au même montant, soit au montant de l'estimation, et ainsi de suite aux autres centrales les plus près.

Dans ce cas, une demande d'autorisation pour conclure un contrat de fabrication et de pose d'enrobé à tarifs non négociables, accompagnée des documents justificatifs démontrant qu'un second appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public, doit être transmise au sous-ministre, soit :

- Le formulaire « Autorisation du sous-ministre » visant l'article 13, paragraphe 4° de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, soit un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public.
- Dans le cas où toutes les centrales relativement près ont refusé, envisager la possibilité de procéder à une redéfinition du projet et de retourner en appel d'offres public au cours de la même saison ou encore l'année suivante.

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>11 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE  
D'ENROBÉ**

**Si absence de concurrence**

À la suite d'une estimation comparative dont le résultat établirait qu'il y a absence de concurrence, l'unité administrative peut tout de même procéder par appel d'offres public si elle croit qu'il serait dans l'intérêt du public de procéder ainsi.

Tous les contrats de fabrication et de pose d'enrobé à tarifs non négociables doivent être soumis à l'approbation du sous-ministre, préalablement à la conclusion du contrat.

La valeur maximale des contrats à tarifs non négociables est limitée à 1 M\$, à moins d'une autorisation spécifique du sous-ministre à la suite d'un appel d'offres public.

Toute demande, accompagnée des documents justificatifs démontrant qu'il n'y a pas de concurrence, doit être transmise au sous-ministre, après avoir été soumise à l'attention du directeur territorial et à celle du sous-ministre adjoint responsable.

Ainsi, une demande d'autorisation doit être transmise au sous-ministre, soit :

- Le formulaire « Autorisation du sous-ministre » visant l'article 13, paragraphe 4° de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, soit un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public.
- L'écart entre les tarifs établis pour les centrales les plus proches présenté en pourcentage (%), et le formulaire correspondant « Recommandation d'un contrat d'enrobé bitumineux » ([V-3019](#)), signé par la personne de l'UA qui a fait l'analyse;
- Les motifs à l'appui de l'octroi d'un contrat à une centrale dont le coût n'est pas le plus bas et, lorsque la capacité de la centrale dont le coût est le plus bas est mise en cause, la confirmation par un représentant dûment autorisé de cette entreprise, que la centrale n'a pas la capacité ou la disponibilité requise pour réaliser les travaux dans les délais requis.

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-9</b>
Date <b>2013-09-19</b>	Page <b>12 de 12</b>

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ**

**PROCÉDURES**

**5.8. Préparation des estimations comparatives nécessaires à l'octroi**

Établit, conformément à la Directive « Conditions d'application des contrats d'enrobés à tarif non négociables » (**Directive 2-4-3**) et aux instructions techniques I.T. [125-1](#) à I.T. [125-13](#) qui en découlent, les estimations comparatives du montant des travaux pour les centrales d'enrobage venant en concurrence.

Le montant estimé des travaux est établi selon la Directive « Conditions d'application des contrats d'enrobés à tarif non négociables » (**Directive 2-4-3**) et les instructions techniques I.T. [125-1](#) à I.T. [125-20](#).

**5.9. Mode d'adjudication et procédures**

Prépare la note au dossier selon l'Instruction technique « Recommandation du contrat d'enrobé bitumineux » (I.T. [125-14](#)) et complète le formulaire « Recommandation du contrat d'enrobé bitumineux » ([V-3019](#)) pour la signature par le directeur en territoire avec la recommandation, soit :

**5.91 Appel d'offres public ou sur invitation**

Pour les procédures subséquentes, se référer à la Directive « Contrats de travaux de construction et de services de nature technique » (**Directive 2-2-1**).

**5.9.2 Contrat de fabrication et de pose d'enrobé à tarifs non négociables**

Offre d'un contrat de fabrication et de pose d'enrobé à tarifs non négociables

Rédige et transmet à l'entrepreneur la lettre « Offre d'un contrat à tarifs non négociables de fabrication et pose d'enrobé » ([L-8025](#)).

Pour les étapes subséquentes, se référer à la « Contrats de travaux de construction et de services de nature technique » (**Directive 2-2-1**).